



Libération (site web)

mercredi 18 juin 2025 - 17:40:24 1050 mots

«Brider l'engagement des lycéens par la peur» : la Ligue des droits de l'homme et la FCPE alertent sur les interventions policières dans les établissements parisiens

Maud Mathias

Lors d'une conférence organisée ce mercredi 18 juin, associations et syndicats sont revenus sur la violente répression de l'occupation d'un établissement du XXe arrondissement en juin 2024. Une plainte collective doit être déposée.

«On nous ordonne de nous asseoir dos au mur. On nous menotte les mains dans le dos avec des serflex très serrés. Un policier nous surveille, un fou à lier. Il joue avec un couteau en nous regardant, nous dit : "On va vous montrer ce que c'est que le vrai fascisme. Attention les filles, vous allez avoir le syndrome de Stockholm, vous allez tomber amoureuses de moi."» Assis côte à côte sur des chaises en bois, Ally, Lola et Gabriel, lycéens, racontent, dans les locaux de Ligue des droits de l'homme (LDH) ce mercredi 18 juin, la violente intervention policière d'évacuation [du lycée Hélène-Boucher](#) (XXe arrondissement de Paris) il y a un an. Le 6 juin 2024, ils sont une cinquantaine d'adolescents à s'introduire dans l'établissement, profitant d'un élève qui prétexte un oubli de carnet pour s'engouffrer malgré la présence de deux agents de sécurité. Commence alors une occupation pacifique de l'aile droite du bâtiment. L'objectif : alerter sur la situation vécue par les Palestiniens, alors que [la bande de Gaza est bombardée](#) par l'armée israélienne.

La mobilisation tourne court. L'administration refuse toute négociation avec les militants, et exige leur départ. Au bout d'une demi-heure, des agents de la brigade anticriminalité (BAC) du XXe arrondissement et d'un groupe de soutien opérationnel – spécialisé dans les interventions à domicile musclées – investissent les lieux. «*Ils ont détruit les barricades de fortune de tables et de chaises qu'on avait installées, puis ils nous ont gazés*», relate Ally. «*Ils nous pointaient à deux mètres de distance avec leurs fusils LBD*», renchérit Gabriel. Les élèves se réfugient dans une salle, où les forces de l'ordre les interpellent violemment. Sur une vidéo dévoilée par [le Monde](#), on voit un agent de la BAC pénétrer la pièce arme de service au poing. «*Il y a un militant qui a mis un peu trop de temps à se déplacer, ils lui ont mis une balayette*», témoigne Gabriel. «*J'étais terrorisée*», se remémore Ally. Les trois adolescents rapportent des propos dégradants lancés par les policiers : «*Debout les crasseux*», «*A quinze ans, elles sont toutes habillées comme des putes*». Tous les occupants sont emmenés dans différents commissariats parisiens et placés en garde à vue. Ils en sortent au bout de vingt-quatre heures, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux.

«Une façon de répondre quasiment systématique»

«*Ce qui s'est passé au lycée Hélène-Boucher pour nos enfants n'est pas un cas isolé : c'est une façon de répondre quasiment systématique à tous mouvements devant les lycées*», martèle la représentante (qui souhaite rester anonyme) du collectif des parents d'élèves constitué à la suite de ces événements, lors de la conférence de presse montée par la LDH. Choqués par le récit des adolescents, les parents d'élèves enquêtent sur les mobilisations lycéennes et leur répression en récoltant témoignages et images, et en allant directement observer les mouvements. Les membres du collectif ont établi une liste des opérations policières violentes intervenues dans les établissements de la capitale ces deux dernières années. «*1er février 2024, lycée Voltaire : charge, coups, gaz lacrymogène, nasse de la Brav-M, insultes et humiliations, 21 interpellations, au moins trois garde à vue. 15 mars 2024, lycée Balzac : charges, étranglements, coups de matraque, insulte et humiliations, deux garde à vue. 29 mars 2024, lycée Paul Valéry : charges, plaquage ventral avec genou sur le coup, insultes et humiliations, deux garde à vue*», énumère la représentante. Au total, ce sont douze situations de répression violente de manifestations lycéennes recensées par le collectif entre 2023 et 2025 à Paris.

«*C'est un véritable enjeu démocratique que de savoir si les lycéens ont le droit de s'exprimer et de s'informer. Droit qui leur est reconnu par la Convention internationale des droits de l'enfant, mais est-il respecté sur le terrain ?*» interroge la présidente de la LDH, Nathalie Tehio. Elle alerte sur la raréfaction des espaces de débat au sein des lycées, qui ne laissent que peu de place aux échanges et entraîne «*une réponse répressive et sécuritaire*» aux tentatives de dialogue initiées par les élèves. L'avocate Alice Becker, mobilisée dans la défense d'élèves du lycée Hélène-Boucher, annonce qu'une plainte collective sera déposée dans les prochains jours contre X pour violences aggravées sur les élèves interpellés. Le collectif des parents d'élèves et la FCPE Paris ont également saisi la Défenseure des droits.

«Faire taire la jeunesse»

Le contexte de répression croissante des mineurs est également pointé par l'antenne parisienne du syndicat Sud Education, dont la représentante rappelle que l'on peut lire sur le site de l'Education nationale [Eduscol](#) : «*Développé dans tous les enseignements et présent dans de nombreux programmes, l'esprit critique forme les élèves au décryptage du réel et à la construction progressive d'un esprit éclairé, autonome et critique. C'est une ambition majeure de l'école.*» «*L'esprit critique des élèves doit-il être borné à des programmes élaborés par des adultes ? Doit-il se limiter aux cours d'enseignement moral et civique ?*» cingle la syndicaliste, qui préfère elle aussi l'anonymat.

La représentante de la FCPE Paris, Magali Renou, dénonce des méthodes violentes qui visent à «*faire taire la jeunesse et brider leur engagement par la peur, pour que les élèves n'aient plus forcément envie de se mobiliser*». Des propos confirmés par le discours des adolescents présents le jour de l'occupation : «*Quand on a vu tous ses copains emmenés en garde à vue, même si on est militant, on a super peur de retourner sur des blocus. Alors que c'est une forme de mobilisation pacifique pour se réapproprier notre lycée, montrer que l'on est présent et qu'on a une voix*», soupire Lola.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)

Illustration(s) :



Devant le lycée Hélène-Boucher (XXe arrondissement de Paris) bloqué par une barricade lors d'une manifestation contre «la répression scolaire et policière», à Paris, le 12 décembre 2024.

. Xavier Galania

news-20250618-LIF-074yr6d6mzja5bbznwm5nfpvxdq